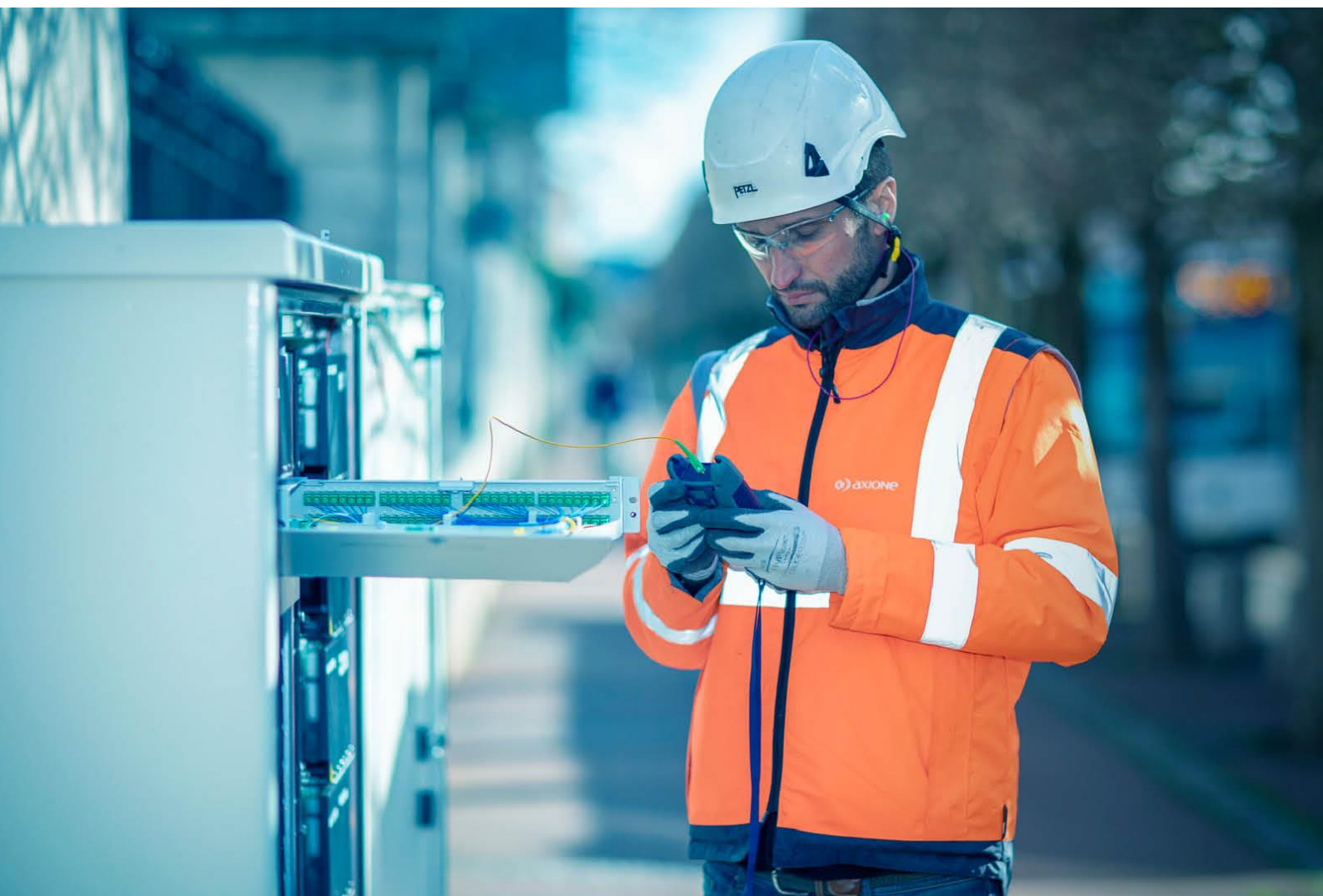


CONSULTATION PROJET DE DECISION D'ANALYSE DU MARCHE DE FOURNITURE EN GROS D'ACCES AUX INFRASTRUCTURES PHYSIQUES DE GENIE CIVIL DE BOUCLE LOCALE

Réponse d'Axione – Avril 2023



1. Présentation d'Axione

Axione est un acteur global du secteur des infrastructures de télécommunications au service des collectivités territoriales, des opérateurs et des équipementiers et s'organise autour de trois pôles d'activités :

1. La conception, le déploiement et la maintenance de réseaux fixes et mobiles
2. L'exploitation de réseaux filaires et radios
3. Le financement et la gestion d'actifs d'infrastructures de télécommunications haut et très haut débit

Sur la fibre, Axione opère 25 Réseaux d'Initiative Publique (RIP) en délégations de service public et en contrats de partenariat. A horizon 2024, les réseaux FttH d'Axione desserviront 3,5 millions de locaux.

Parallèlement, Axione apporte son expertise multi-technologique aux Grands Comptes publics et privés pour leur proposer des solutions innovantes (Couverture Radio Indoor, réseaux privés fibre et radio, Smart Territoires, etc..).

2. Synthèse

Le prochain cycle des marchés s'inscrit dans une période de transition pour l'infrastructure d'accès sur l'ensemble du territoire :

- Les déploiements de réseaux BLOM vont s'achever pour atteindre une couverture quasi intégrale du territoire ;
- La commercialisation sur ces réseaux continue de progresser, et fait de cette infrastructure l'infrastructure de référence pour l'ensemble des particuliers, entreprises et collectivités ;
- La fermeture du réseau cuivre s'enclenche et va progressivement s'accélérer.

Dans ce contexte, Axione considère qu'il appartient à l'Autorité de continuer à garantir un cadre réglementaire permettant des conditions optimales de transition technologique vers la fibre à l'ensemble des acteurs du secteur et notamment en garantissant l'effectivité de l'accès aux infrastructures de Génie Civil de l'opérateur historique.

Au-delà des mesures et remèdes proposés sur lesquels Axione soulèvera quelques points de vigilances, Axione entend profiter de cette réponse pour mettre en avant quelques points qui lui semble essentiel à l'atteinte des objectifs fixés par l'ARCEP et qui ne sont pourtant pas évoqués à ce stade dans le projet de décision ou de recommandation soumis à consultation par l'Autorité. Ces points concernent principalement les problématiques de :

- Maintien en condition opérationnelle de l'infrastructure de Génie Civil
- Disponibilité des adductions
- Fonctionnement du SAV dans le cadre du contrat GC BLO
- Elagage et conventionnement avec les propriétaires de parcelles privées

3. Points de vigilance et observations

Rénovation d'infrastructures de génie civil spécifique au raccordement final

Axione rejoint l'analyse de l'ARCEP sur la nécessité de prendre en compte les problématiques liées aux rénovations de génie civil dans le cadre des raccordements finals actuellement prises en charge par Orange :

- ✓ Les délais de réalisation des travaux par Orange doivent être réduits par rapport à ce qu'ils sont à ce jour
- ✓ Pour l'aérien, les délais d'Orange ne devront plus être conditionnées à la transmission à Orange d'une volumétrie prévisionnelle de rénovation à réaliser.
- ✓ Les processus et conditions économiques doivent être améliorés pour permettre à un opérateur de réaliser les opérations de rénovation de génie civil mobilisé pour le raccordement

Les délais et le processus proposés dans l'offre GC BLO pour ces travaux de rénovation et particulièrement pour les remplacements d'appuis par Orange ne sont pas, compatibles avec les seuils de délais de traitement de réapprovisionnement à froid fixés par l'ARCEP.

Dans le cadre des raccordements clients finals, les prestataires en charge des travaux sont amenés à découvrir des appuis aériens devenus inutilisables du fait de la présence d'étiquettes jaunes ou orange, ou de leur état dégradé.

Comme l'a bien compris l'ARCEP, le processus actuel qui impose à l'Opérateur d'Infrastructure de transmettre à Orange des prévisions détaillées est extrêmement contraignant et doit être revu. Orange est le plus amène à juger de la disponibilité de ses appuis pour les raccordements finaux sur un territoire et doit prendre la responsabilité de dimensionner ses équipes de maintenance en fonction de l'état de l'infrastructure aérienne sur chaque territoire.

Par ailleurs les engagements de délais d'acceptation d'une notification à Orange ne sont pas définis à ce jour et pénalisent le délai global de rénovation des appuis en défaut.

Les délais contractuels à définir doivent être adaptés pour répondre à l'objectif de rendre effectivement raccordables l'ensemble des prises FTTH dans les meilleurs délais. Dans le cas contraire, les Opérateurs d'Infrastructures en seraient doublement pénalisés (allongement des délais de raccordement et pénalités réglementaires et contractuelles liées au non-respect des seuils établis lors du 6ième cycle).

Axione propose les délais suivant à intégrer à l'offre GC BLO :

| Indicateur | Unité | Seuil |
|--|-------|-------|
| Délai de réception de l'accusé de réception de la notification | JO | 1 JO |

| | | |
|--|----|-------|
| Délai d'instruction | JO | 5 JO |
| Délai de réalisation des travaux par Orange | JO | 40 JO |
| Délai de validation du DFT quand les travaux sont réalisés par l'ORT | JO | 15 JO |

Le délai de 40 JO nous paraît être un délai raisonnable pour la réalisation d'une réparation de conduite cassée.

Néanmoins, dans le cadre des reprovisionnement à froid, l'ARCEP a défini un engagement de délai de communication d'une nouvelle route optique avec lourds travaux de génie civil à 80e centile de : 25 JO.

Pour rendre compatible le délai de réparation de conduites cassées ou de remplacement d'un appui par Orange avec les obligations de l'OI il serait nécessaire de fixer le délai de réalisation des travaux par Orange à :

[Engagement OI défini par l'ARCEP] - 15 JO [délai d'Instruction, de notification à l'OI et de réémission d'une RO à l'OC], soit 10 JO actuellement.

Il nous semble que l'engagement de délai de communication d'une nouvelle route optique avec lourds travaux de génie civil doit être redéfini à l'issue du 6^{ème} cycle pour prendre en compte le délai de réalisation des travaux par Orange ou par l'OI et les 15 JO nécessaires aux traitements administratifs associés.

Ce faisant, le dépassement du délai contractuel d'Orange doit donner droit au versement par Orange d'une pénalité au profit de l'opérateur demandeur, qui doit être suffisamment incitative pour garantir une réelle mise en œuvre des moyens nécessaires sur chacun des territoires.

Si Orange ne réalise pas la rénovation dans le délai contractuel, l'opérateur client doit pouvoir reprendre la main et réaliser la rénovation. Orange procèdera ensuite au remboursement de la main d'œuvre selon des forfaits d'intervention spécifiques

Si Orange a réalisé les travaux de rénovation mais n'a pas informé l'opérateur (Etat de la commande toujours « En cours de réalisation ») l'opérateur sera en droit de facturer un déplacement à tort si celui-ci s'est déplacé pour initier les travaux de réparation.

Pour les réparations, par Orange, de tronçons de conduites cassées, Axione est tout à fait favorable à la fluidification de l'initiative de l'étude d'opportunité de construction de nouveaux fourreaux par Orange pour les fouilles de potentiellement plus de 12 mètres ainsi que pour les conduites unitaires cassées.

Par ailleurs, l'engagement d'Orange à réaliser les travaux demandés pour 5 (cinq) Bons de Commande par Opérateur, par mois et par département est un quota insuffisant. Il doit être adapté aux situations locales (état général du réseau et dynamique de migration vers la fibre).

Conditions économiques d'intervention des Opérateurs d'Infrastructures pour la rénovation des infrastructures de Génie Civil d'Orange

Les niveaux de rémunération forfaitaire pour les opérations de réparations réalisées par les opérateurs en tant que sous-traitant d'Orange ne sont plus adaptés d'une part aux réalités des coûts actuels et d'autre part aux opérations réalisées dans le cadre de la Vie des Réseaux (Service Après-Vente ou raccordements finals).

Axione présente les niveaux de rémunérations pertinents pour la réalisation de ces opérations.

Les forfaits proposés intègrent un certain nombre de prestations et le cas échéant leurs occurrences constatées :

L'intervention d'un technicien pour qualifier la réparation, confirmer la faisabilité et valider la fiche de blocage

L'ouverture de chantier de génie civil (souterrain ou aérien), mise en sécurité (balisage, barrière, feux tricolores, etc.), marquage des réseaux, y compris les démarches administratives (permission de voirie, convention d'occupation...)

Réparation de conduite jusqu'à une longueur égale ou inférieure à 4 ml, détection/recherche par fouille des réseaux existants, largeur d'emprise de 1m, remise en état des sols à l'identique de l'existant

Fourniture et pose de 2 fourreaux PVC Ø 42/45

Tranchée traditionnelle sous chaussées ou trottoirs dallés, pavés, ou béton, charge 0,80m, remblai en matériaux d'apport (occurrence 10 %)

Plus-value pour réfection trottoir pavé ou dallé, trottoir béton désactivé, ou chaussée en enrobés lourds (occurrence 10 %)

Traitement Bureau d'Etude de la Commande (notification, suivi, DFT) de la notification

Dépose d'un appui aérien existant, retour du poteau au stock fournisseur

Pose d'un poteau bois (6 à 9 mètres)

Transfert d'un câble cuivre ou fibre optique d'un réseau aérien vers un autre réseau aérien adjacent (30 mètres)

Création de remontée aéro-souterraine sur appuis ou façade, arasage des fourreaux à 10 cm, pose bouchon (occurrence 10 %)

Fourniture et pose d'une demi-lune sur appui (occurrence 10 %)

Les tarifications de remboursement des travaux réalisés en sous-traitance d'Orange à prendre en compte doivent permettre de couvrir les coûts de réalisation de l'OI constatés aux niveaux suivants :

[...]

Par ailleurs les opérations de recalage des appuis d'orange ne font aujourd'hui l'objet d'aucune indemnisation de la part d'OWF. Ces opérations permettent pourtant l'amélioration du parc des appuis et demandent aux OI des efforts de main d'œuvre non négligeables, comparables aux efforts nécessaires aux remplacements d'appuis.

[...]

Elagage et conventionnement avec les propriétaires de parcelles privées

Dans le cadre des déploiements aériens Orange a imposé aux opérateurs la responsabilité d'organiser les éventuelles opérations d'élagage à proximité de ses infrastructures, du fait de son pouvoir de marché.

Néanmoins, conformément à l'article L51 du CPCE, une convention devrait exister entre Orange, exploitant du premier réseau ouvert au public établi et le propriétaire de la végétation qui ne permet pas l'établissement d'un réseau d'initiative publique. Les interventions réalisées sur la végétation dans le cadre de cette convention permettent de prévenir l'endommagement et les risques d'interruption de service des réseaux ouverts au public déployés sur ces infrastructures. Le principe voudrait que cette convention soit proposée par Orange dans le cas où les propriétaires en font la demande.

La disposition introduite dans le contrat GC BLO réduit notablement la portée de cet article du CPCE et permet à Orange de se dédouaner de ses obligations au titre du L51 CPCE. Nous demandons à l'ARCEP d'imposer à OWF la suppression dans le contrat GC BLO des articles qui imposent à l'Opérateur d'Infrastructure de réaliser les éventuelles opérations d'élagage nécessaires avant toute pose de câble et à cette occasion de sécuriser l'ensemble des câbles présents sur l'artère notamment les câbles cuivre d'Orange (Annexes D3 et D4).

Rénovation des infrastructures en autonomie

Orange est le seul opérateur à détenir les infrastructures de génie civil mobilisables pour le déploiement de façon massive et efficace d'une nouvelle boucle locale en adressant chaque parcelle et chaque local aujourd'hui desservis par la boucle locale cuivre.

Par conséquent, il apparaît nécessaire qu'Orange respecte des règles de partage de ses infrastructures et garantisse la disponibilité de ces dernières en s'assurant notamment qu'il ne privilégie pas de manière discrétionnaire et discriminatoire le déploiement ou la modernisation de ces infrastructures sur les territoires où il est Opérateur d'Infrastructure.

Les opérations de rénovation de l'infrastructure de Génie Civil bénéficient à l'ensemble des opérateurs et il est nécessaire et proportionné qu'Orange prenne à sa charge la totalité des coûts matériels et de main d'œuvre des opérations de rénovation des infrastructures réalisées en autonomie par les opérateurs dans le cadre de déploiements massifs (FTTH), de raccordements finals ou de maintenance curative.

Il est dès lors légitime qu'Orange rétribue l'opérateur qui réalise ces travaux de rénovation en sous-traitance pour les dépenses engagées. Or, les montants forfaitaires proposés par Orange pour les travaux de réparation du GC cassé ou de renforcement/remplacement des appuis aériens restent très éloignés de la réalité des coûts supportés par les Opérateurs d'Infrastructures dans les territoires ruraux et ne répondent pas à ce principe.

Maintien en condition opérationnelle de l'infrastructure

Dans le cadre de l'obligation faite à Orange de maintenir en condition opérationnelle les infrastructures, notamment aériennes, qui ne sont plus utilisées pour le cuivre, il nous paraît important d'imposer à Orange de ne pas déposer ou vendre les appuis aériens même s'il n'y a pas encore de fibre déployée sur ces appuis, sauf accord écrit de l'Opérateur d'Infrastructures de la zone, et de maintenir ces appuis en conditions opérationnelles. L'Opérateur d'Infrastructure sera en effet dorénavant le plus à même à déterminer si ces appuis seront mobilisés ultérieurement pour réaliser une extension de réseau ou un raccordement final.

Par ailleurs nous souhaitons que soit précisé dans le cadre du prochain cycle l'engagement d'Orange à réaliser les enfouissements/dévoiements quand les appuis supportent les câbles optiques déployés par un Opérateur d'Infrastructure dans le cadre d'une commande massive (aval PM) pour laquelle l'opérateur s'acquitte d'une redevance mensuelle calculée sur la base du nombre de prises FTTH déclarées dans l'IPE.

Disponibilité des adductions

En tant que propriétaire des infrastructures constitutives de la boucle locale cuivre, Orange possède ou maîtrise la quasi-totalité des adductions permettant de déployer, de façon continue, les nouvelles boucles locales optiques qui se substitueront dans un avenir proche à la Boucle Locale Cuivre. De ce fait, il semble légitime que l'obligation d'accès aux infrastructures de génie civil de boucle locale faite à Orange concerne l'intégralité des fourreaux d'adduction.

Un Opérateur d'Infrastructure qui déploie aujourd'hui en zone d'initiative publique est confronté à de nombreuses situations où Orange ne prend pas en charge les travaux de rénovation ou de désaturation des fourreaux d'adduction existants.

- Fourreaux d'adduction non présents sur les PIT d'Orange cassés ou saturés,
- Conduites interrompues n'ayant servi qu'à guider le câble de raccordement cuivre jusqu'à la parcelle privative,
- Gaines annelées mises en œuvre dans le cadre des transitions aéro-souterraines, aux fins d'adduction et de raccordement des abonnés non utilisables ;
- Câbles cuivre déployés en pleine terre au sortir d'une chambre ou d'une transition aéro-souterraine.

La rénovation ou la reconstruction de ces infrastructures ne peuvent raisonnablement être réalisées par un opérateur tiers sans intégration de ces éléments dans le patrimoine Génie Civil d'Orange dans les mêmes conditions que pour les tronçons d'adduction existants dans les Plans Itinéraires.

De plus il est justifié qu'Orange fasse droit aux demandes raisonnables de création de fourreaux d'adduction en limite de propriété privée, lorsqu'un génie civil d'adduction est initialement inexistant ou qu'aucune solution de désaturation ou de contournement non excessif ne peut être mobilisée. Orange devra réaliser ou prendre en charge les coûts de ces opérations de création de génie civil d'adduction en

continuité de son génie-civil existant, moyennant l'intégration du produit de l'opération dans son patrimoine

Les conditions économiques de l'accès aux infrastructures de génie civil de boucle locale en conduite d'Orange ont été définies dans le cadre de la décision n° 2010-1211 et de sa révision de 2017.

Le génie civil de boucle locale est considéré comme un actif unique qui, sur un même lieu, peut être utilisé par des câbles de cuivre ou être mis à disposition des opérateurs pour y tirer leurs fibres optiques. Les coûts de maintenance du Génie Civil d'Orange pris en compte pour l'établissement de la redevance due pour chaque accès intègrent nécessairement les travaux de rénovation ou de reconstruction des infrastructures existantes sur tous les segments du réseau.

A ce titre il nous apparaît pertinent que les travaux de rénovation, de reconstruction ou de création de GC intègrent l'assiette de coûts pertinents définie dans le cadre de la décision n° 2010-1211.

En conséquence, comme Axione l'a déjà évoqué dans le cadre d'échanges précédents avec l'Autorité, nous contestons le refus d'Orange de prendre en charge les travaux de réparations ou de reconstruction des adductions dont il se dit ne pas être le propriétaire ni le gestionnaire mais dont il est pourtant de fait le gestionnaire du fait de la présence de ses câbles cuivre au sens de la décision n°2020-1445.

En conséquence, Axione considère qu'Orange doit accepter les demandes de rénovation passées et futures pour les infrastructures de génie civil mobilisées par le réseau de boucle locale cuivre et que l'offre d'accès aux installations de génie civil et d'appuis aériens d'Orange doit être modifiée en ce sens, notamment en supprimant la référence aux plans itinéraires pour désigner les infrastructures incluses dans le périmètre de cette offre.

Vie du réseau : Signalisations auprès d'Orange

Axione rejoint l'analyse de l'ARCEP sur la nécessité de prendre en compte les problématiques liées à la vie du réseau, qu'il s'agisse de la pérennité des infrastructures ou de l'entretien des abords des réseaux aériens. Le signalement d'un dommage réseau ou d'un besoin d'élagage doit être pris en compte par Orange dans les meilleurs délais.

Par ailleurs il paraît souhaitable comme le précise l'ARCEP que l'opérateur à l'origine du signalement reçoive en retour une confirmation de sa bonne prise en compte, un délai prévisionnel d'intervention ainsi qu'un signalement sur la réalisation des travaux.

Dans les cas de dommages réseaux constatés par l'opérateur alternatif et qui impactent notablement les câbles de ce dernier, il est indispensable qu'Orange transmette, dans le cas d'un signalement au travers de l'outil e-SAV, les coordonnées d'un contact Orange afin de synchroniser les interventions des acteurs. Cette coordination entre les différents intervenants est un gage du maintien en bonnes conditions opérationnelles des réseaux et de la qualité de service.

Spécifiquement dans le cas de dommages Réseaux du fait d'un Tiers ou du fait des intervenants d'Orange lui-même, Axione déplore régulièrement le manque d'implication d'Orange dans les processus de détermination des responsabilités et de facturations des coûts de remise en état. Par ailleurs, le peu de réactivité des services de Gestion des sinistres d'Orange rend les démarches des opérateurs longues et fastidieuses.

Vie du Réseau : Plans et descriptions des infrastructures

La connaissance des infrastructures de Génie Civil mobilisables sur un territoire est fondamentale et permet d'élaborer, de manière fiable et précise, les études de conception des réseaux et ainsi de réduire les coûts de déploiement en mutualisant les infrastructures existantes et en évitant la duplication inutile et inefficace desdites infrastructures.

A ce titre et conformément à la décision de l'ARCEP n° 2020-1445 du 15 décembre 2020 portant sur la définition du marché pertinent de fourniture en gros d'accès local en position déterminée, sur la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur ce marché et sur les obligations imposées à cet opérateur sur ce marché, il appartient à Orange de donner accès à l'ensemble des informations représentatives de l'état de ses installations à la date à laquelle elles sont sollicités par l'opérateur.

Il conviendra qu'Orange s'engage sur une date de mise à jour de ses bases de données numériques vectorielles géolocalisées à la suite de la réalisation de travaux sur ses infrastructures de génie civil pertinente permettant d'atteindre les objectifs précédemment cités. Ce délai ne pourra excéder 30 jours ouvrés.

Vie du réseau : Délais d'intervention pour l'ouverture de chambres sécurisées

Les opérateurs de gros commercialisent des offres avec qualité de service renforcée à destination des entreprises sur l'ensemble des territoires où ils sont présents. Ils doivent donc avoir la capacité de proposer et garantir une GTR 4 H.

Un certain nombre de chambres sur les infrastructures Orange, « dites stratégiques », sont sécurisées et ne peuvent être ouvertes que dans le cadre d'un accompagnement par un agent habilité par Orange et en possession des moyens d'accès.

Orange propose de faire évoluer les modalités d'accès en réduisant le délai sur lequel porte son engagement contractuel pour accompagner un opérateur afin d'accéder à ces chambres sécurisées en urgence à 4 Heures.

Cet engagement ne permet pas la reproductibilité des offres de détail d'Orange utilisant des accès de haute qualité sur fibre dédiée (GTR 4 Heures).

Un engagement contractuel de mobilisation des personnels ou sous-traitants d'Orange en moins de 2 heures (GTI 2H), HO ou HNO doit donc être intégré à l'offre GC BLO pour répondre aux besoins de qualité de service renforcée des entreprises.

Vie du réseau : Fonctionnement du SAV dans le cadre du contrat GC BLO

Dans le mode de fonctionnement actuel Orange impose des restrictions et des contraintes aux Opérateurs pour déposer une signalisation auprès du guichet e-SAV. Orange demande des informations de type, données COLORIS contenues dans ses bases de données et non accessibles simplement aux exploitants de réseaux.

Par ailleurs, Orange refuse d'intervenir sur des infrastructures incluses dans des ZAPM pour lesquelles la totalité des travaux n'ont pas été réalisés ou validés (acceptation du DFT). Le signalement d'un incident sur le réseau, tel qu'une chute d'appui, ne peut alors se faire que via le portail « Dommage Réseau » et sans engagements de délais de rétablissement par Orange.

Axione a sollicité de la part d'Orange la possibilité d'accéder à l'ensemble des données COLORIS qui identifient les prestations connues d'Orange. A ce jour, la transmission de ces informations fait l'objet d'une OSM et d'une facturation à chaque transmission qui ne répondent pas aux besoins de synchronisation des bases de données existantes.

Ces contraintes nuisent de toute évidence aux engagements de qualité de service sur les réseaux optiques les plus sensibles aux aléas climatiques ou aux dégradations accidentelles déployés sur les infrastructures aériennes d'Orange.

Vie du Réseau : Possibilité d'engager rapidement des évolutions de réseau

Dans le cadre de la densification de l'habitat, des évolutions du Génie Civil existant seront nécessaires afin d'adapter les infrastructures aux nouveaux déploiements et rendre raccordables de nouveaux lotissements ou immeubles.

La création de chambre supplémentaires à positionner sur des conduites existantes en cours d'expérimentation en est un exemple. D'autres prestations de ce type (évolution de l'infrastructure existante) sont à prendre en compte comme le changement de taille de chambre. Ces prestations nécessitent des engagements de délais de la part d'Orange compatibles avec les contraintes d'éligibilité des raccordements ou devront être réalisable en autonomie par les opérateurs dans des conditions économiques équitables.

Ces évolutions ou aménagements de réseau devraient pouvoir être réalisés dans le cadre de processus beaucoup plus fluides et efficaces qu'aujourd'hui et encadrés par l'offre de référence d'utilisation du Génie Civil d'Orange, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

4. Réponses aux questions posées

Question 1. Avez-vous des observations sur la définition du marché de fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale et de collecte ?

Axione n'a pas d'observation portant sur la définition du marché de fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale et de collecte.

Question 2. Avez-vous des observations sur la désignation de l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale et de collecte ?

Axione partage la conclusion de l'Autorité que la société Orange exerce une influence significative sur le marché de fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale et de collecte.

Question 3. Dans le contexte de fermeture du réseau cuivre d'Orange, identifiez-vous un besoin de maintien de la prestation NRA-SR dans le périmètre des demandes auxquels Orange doit faire droit dans le cadre de son obligation d'accès ?

A l'horizon du 7^{ème} cycle d'analyse de marché, Axione estime qu'il n'est pas nécessaire de maintenir cette composante de l'offre d'accès aux infrastructures de Génie Civil d'Orange utilisée dans le cadre des réaménagements de la boucle et sous-boucle locale cuivre. Dans un contexte de transition technologique vers la fibre, les contraintes d'ingénierie spécifiques à cette composante de l'offre GC BLO pourront être levées afin de permettre la mobilisation des tronçons concernés dans les mêmes conditions que ceux utilisés pour le déploiement des nouvelles boucles locales optiques.

Question 4. Quelle appréciation portez-vous sur le périmètre des infrastructures de génie civil souterraines et aériennes concerné par l'obligation d'accès ?

Comme précisé plus haut au chapitre **Disponibilité des adductions** AXIONE considère que les rénovations, reconstructions ou création de Génie Civil d'adduction ne peuvent raisonnablement être réalisées par un Opérateur d'Infrastructure sans intégration de ces éléments dans le patrimoine Génie Civil d'Orange.

Question 5. Quelles observations avez-vous à formuler concernant les modalités opérationnelles spécifiques des prestations liées au génie civil mobilisable à des fins de raccordement final ?

Quelles propositions avez-vous à soumettre concernant les délais d'instruction et de réalisation des travaux spécifiques aux prestations liées au génie civil mobilisé à des fins de raccordement final ?

AXIONE a fourni une réponse détaillée à la première question dans le corps de sa réponse au projet de décision au chapitre **Rénovation d'infrastructures de génie civil spécifique au raccordement final**.

Les propositions d'AXIONE sont rappelées ci-dessous

*Le délai d'instruction ne pourra excéder **5 jours ouvrés** et le délai de réalisation des travaux ne pourra lui excéder **40 jours ouvrés**. Concernant ce dernier délai, l'Autorité considère que le délai de réalisation des travaux comprend à la fois la réalisation des travaux et le délai dans lequel Orange transmet à l'opérateur l'information de la réalisation des travaux.*

Question 6. Quelle est votre appréciation de la pertinence d'une rémunération forfaitaire justifiée et proportionnée spécifique des opérateurs pour leurs prises en charge des opérations de réparations réalisées en tant que sous-traitant d'Orange ?

AXIONE a précisé au chapitre **Conditions économiques d'intervention des Opérateurs d'Infrastructures pour la rénovation des infrastructures de Génie Civil d'Orange** les éléments de coûts à prendre en compte afin d'établir un bordereau pour la réalisation des opérations de rénovation des infrastructures d'Orange.

Question 7. Avez-vous des remarques concernant le délai pertinent permettant d'atteindre les objectifs de réduction des surcoûts induits par des informations vectorielles non mises à jour ?

Il paraît justifié que le délai de mise à jour par Orange des données cartographiques après travaux soit le même que le délai de transmission des DFT des opérateurs après travaux, soit 30 Jours ouvrés

Ainsi, et sans préjudice des motifs précédemment cités, il conviendra qu'Orange s'engage sur une date de mise à jour de ses bases de données numériques vectorielles géolocalisées à la suite de la réalisation de travaux sur ses infrastructures de génie civil pertinente permettant d'atteindre les objectifs précédemment cités. Ce délai ne pourra excéder 30 jours ouvrés.

Question 8. Avez-vous des observations sur l'obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale, et sur les obligations connexes portant notamment sur les ressources et services associés à la fourniture de cet accès ?

Axione n'a pas de remarques à formuler sur les obligations d'Orange à répondre favorablement aux demandes raisonnables d'accès formulées par les opérateurs tiers ou sur les obligations connexes portant sur les ressources et services associés.

Question 9. Avez-vous des observations sur l'obligation de fournir l'accès dans des conditions non-discriminatoires imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale, ou des observations liées aux précisions portant notamment sur la notion d'équivalence d'accès et sur la reproductibilité technique des offres de détail de cet opérateur ?

Axione a exprimé son souhait dans le chapitre **Vie du réseau : Délais d'intervention pour l'ouverture de chambre sécurisées** de bénéficier d'un engagement contractuel d'intervention en moins de 2 heures (GTI 2H), HO ou HNO sur les chambres sécurisées pour répondre aux besoins de qualité de service renforcée des entreprises. Cet engagement est nécessaire pour permettre la reproductibilité des offres de détail d'Orange utilisant des accès de haute qualité sur fibre dédiée (GTR 4 Heures).

Question 10. Avez-vous des observations liées à l'obligation de transparence en particulier s'agissant de la publication d'informations concernant l'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale ?

Axione n'a pas d'observation portant sur ce point

Question 11. Avez-vous des observations à partager sur le niveau des pénalités proposées par Orange dans ses offres de référence et leurs modalités de mise en œuvre, notamment concernant l'appréciation du caractère suffisamment dissuasif garantissant le respect par Orange de ses obligations ?

Identifiez-vous des besoins d'évolutions du mécanisme ou des modalités de mise en œuvre des pénalités proposées par Orange dans ses offres de référence ?

Pénalités dues par Orange

Les pénalités actuellement dues par Orange sont d'un niveau dérisoire, totalement non dissuasif et sans commune mesure avec les conséquences du non-respect des engagements contractuels sur la Qualité de Service.

Nous souhaitons une révision et une harmonisation de ces niveaux de pénalités sur la base des niveaux de pénalité P1 et P2 définis dans l'offre GC BLO.

Défaut d'information

Pénalité journalière (JO) de **10 P1** pour dépassement des délais pour informer l'Opérateur de la faisabilité et du délai prévisionnel de réparation par Orange en cas de :

- Notification de conduites cassées ou de remplacement d'appui
- Notification de rehausse de Chambre,
- Signalisation en SAV, sans caractère d'urgence

Pénalité journalière (JO) de **20 P1** pour dépassement des délais pour informer l'Opérateur de la faisabilité et du délai prévisionnel de réparation par Orange en cas de :

- Signalisation en SAV, en cas d'urgence avérée

Défaut d'intervention

Pénalité journalière (JO) de **10 P2** pour dépassement des délais d'intervention pour :

- Les traitements de notifications,
- Les délais de réparation des Installations endommagées en SAV sans caractère d'Urgence

Pénalité journalière (JO) de **20 P2** pour dépassement des délais d'intervention pour :

- Les délais de réparation des Installations endommagées en SAV en cas d'urgence avérée

Défaut de disponibilité de d'appui dans les magasins d'Orange

Pénalité forfaitaire de **100 €** par Bon d'Enlèvement

Pénalité journalière (JO) de **10 P2** par appui indisponible

Défaut d'accompagnement en SAV en urgence

Pénalité forfaitaire de **100 €** pour dépassement des délais d'accompagnement de l'opérateur en SAV

Pénalité horaire de de **10 P2** par heure de retard

Pénalités dues par l'opérateur client

Le processus d'application des pénalités pour les non-conformités terrain relevées dans le cadre d'Audits réalisés par les UI (Unité d'Intervention), principalement sur l'aérien, postérieurement à la validation des DFT nécessite d'être révisé.

Nous observons à ce jour de nombreuses situations où Orange applique des pénalités concernant l'état des appuis plusieurs mois ou années après le déploiement des câbles optiques sur ces derniers. Le motif invoqué étant la vétusté ou le défaut de verticalité constaté au moment d'un contrôle terrain.

Nous contestons l'application de pénalités ou des demandes remplacement d'appuis pour ces motifs compte-tenu que :

- L'état de l'appui était « conforme » dans le GESLOT au moment de l'acceptation de la commande d'accès
- Aucune étiquette ne signalait un défaut de conformité de l'appui au moment des travaux
- L'opérateur a transmis à Orange des photos de l'appui avant travaux dans sa commande d'accès et que cette commande a été acceptée par Orange sur cette base.

Nous considérons que la complétude de l'inventaire de l'état des appuis reste de la responsabilité d'Orange, que les photos prises et transmises à Orange par l'Opérateur doivent permettre à Orange de se positionner sur la nécessité ou non de remplacer l'appui et qu'aucune pénalité ne peut être notifiée ou facturée à l'opérateur en cas de manquement à un de ces principes.

Compte-tenu de la complexité du processus de remplacement d'un appui a posteriori et du coût qu'il représente, il convient qu'Orange identifie tous les appuis qu'il souhaite voir remplacer au moment de la commande d'accès. Une non-conformité qui résulterait d'un inventaire incomplet de la part d'Orange ne devra pas être prise en compte pour l'application de pénalités ou pour exiger de l'opérateur le remplacement d'un appui.

Question 12. Avez-vous des observations liées aux obligations relatives à la qualité de service et imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale, en particulier les obligations portant sur l'engagement contractuel vis-à-vis des opérateurs clients de ce dernier et la publication d'indicateurs de qualité de service ?

Comme détaillé dans la partie **Points de vigilance et observations** de ce document, AXIONE considère que les obligations relatives à la qualité de service imposées à Orange doivent être renforcées notamment sur tous les engagements de délais qui touchent à la Vie des Réseaux.

De plus afin de garantir l'effectivité de l'accès, il conviendra qu'Orange s'assure que les travaux de dépose du cuivre ne perturbent pas l'exploitation des réseaux des opérateurs mobilisant les infrastructures de génie civil d'Orange. C'est pour cette raison qu'Axione souhaite être associé à ces opérations sur tous les territoires où il exploite une infrastructure de boucle locale optique.

Question 13.

Avez-vous des observations liées aux dispositions relatives au contrôle tarifaire et aux obligations imposées dans le cadre de ce contrôle à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale ?

Axione souhaite de la stabilité et de la prévisibilité dans les modalités de contrôle tarifaire de l'accès au génie civil d'Orange.

Il convient dans cet objectif de stabilité de conserver les modalités de fixation des tarifs d'accès au génie civil d'Orange établies en 2017 pour la durée du prochain cycle d'analyse de marché, en particulier en ne modifiant pas la clé d'allocation cuivre/fibre en fonction du nombre d'abonnés constaté en fin d'année n-2, contrairement à ce qui avait été envisagé dans le document « Bilan et Perspectives.

Afin de permettre aux acheteurs de l'offre d'accès au génie civil d'Orange de prévoir au mieux l'évolution des tarifs, il est nécessaire d'avoir accès aux données suivantes :

- Les chroniques annuelles des investissements non amortis dans le génie civil de boucle locale d'Orange, avec la distinction entre les actifs de différentes durées de vie,
- Les chroniques annuelles des cinq dernières années des coûts d'exploitations annuels pertinents dans le génie civil de boucle locale d'Orange,
- Les volumes de câbles en fibre optiques installés dans le génie civil de boucle locale d'Orange, avec la distinction entre les câbles FttH aval PM, les câbles FttH amont PM et les autres câbles,
- Le nombre d'abonnés cuivre en fin d'année pour les cinq dernières années.

Ces données devront être mis à jour chaque année et publiées par l'Autorité ou Orange. S'il est considéré qu'une partie de ces éléments ne permettent pas une publication large, il serait envisageable de les réserver aux acheteurs de l'offre d'accès au génie civil d'Orange avec un accord de confidentialité.

Question 14.

Avez-vous des observations liées aux obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès aux infrastructures physiques de génie civil de boucle locale et de collecte ?

Axione n'a pas de commentaire sur les obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposées à Orange.